

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance.
Les médias occidentaux ont toujours accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources .

Journal des Palestiniens

N° 168 15-03 au 20-03

Par M.Lemaire

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne : Afp- ats - Ap - Reuters- XINHUANET, ainsi que les sources d'informations de la résistance & IPC
Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants

Vous retrouverez ce journal

a) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse :

http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

ainsi que

b) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>

c) Le "Journal des Palestiniens " est également visible dès maintenant sur le site <http://www.aredam.net>

Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse :

fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à mes yeux) :

Editorial

Bonjour,

Malgré tous les bâtons dans les roues...le Hamas a présenté dimanche soir au président Mahmoud Abbas un gouvernement.

."J'ai rencontré le frère Abou Mazen (Mahmoud Abbas) et je lui ai remis officiellement la liste du gouvernement" qui compte "14 ministres de Cisjordanie et 10 de la bande de Gaza", dont une femme et un chrétien, a affirmé Ismaïl Haniyeh, le Premier ministre désigné.

De tous ces « bâtons »...nous ne retiendrons que les plus importants :

Premièrement : Dans la bande de Gaza, une crise économique à éclaté à cause de la fermeture continue des passages commerciaux.

En conséquence, il est probable que la situation économique s'aggrave encore dans la bande de Gaza à cause de la réduction des aliments nécessaires comme la farine, le sucre, le riz, et le lait pour les enfants..

John Ging, le directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), est monté au créneau et a déclaré qu'il était très inquiet de l'impact de la pénurie alimentaire sur les habitants de Gaza.

"Chaque jour qui passe nous rapproche un peu plus de la crise humanitaire", a-t-il déclaré.

Il a précisé qu'en plus de la farine et du blé, l'huile, le sucre et les autres produits de base existaient en faible quantité et que l'UNRWA avait épuisé ses réserves.

Le Hamas fait comprendre que la crise financière dans la bande de Gaza est fomentée par Israël et a pour but de faire obstacle aux efforts du mouvement pour former le nouveau gouvernement et de gêner le travail de ce gouvernement avant même sa formation.

2èmement : "Israël refusera le moindre contact avec un gouvernement 'terroriste' du Hamas et continuera à geler les transferts de fonds destinés à une Autorité palestinienne contrôlée par le Hamas. "Nous maintiendrons cette ligne politique tant que le Hamas n'aura pas accepté de renoncer à la violence, de reconnaître Israël ainsi que les accords conclus dans le passé", a affirmé un responsable de la présidence du conseil qui a requis l'anonymat.

Il affirme également qu'Israël "trouverait les moyens de transférer l'aide humanitaire à la population palestinienne sans passer par une Autorité palestinienne contrôlée par le Hamas".

3èmement : L'opération de l'armée israélienne contre la prison de Jéricho :

L'opération militaire israélienne contre la prison de Jéricho avait pour objectif de "détruire" l'Autorité palestinienne.

"L'opération israélienne porte "un coup sévère à l'Autorité palestinienne et à Abou Mazen (alias Mahmoud Abbas) personnellement"., a affirmé Saëb Erakat. : "Ce qui s'est passé à Jéricho ainsi que les crimes contre le peuple palestinien font partie d'un plan pré-établi pour détruire l'Autorité palestinienne. C'est la base de la politique israélienne" "La communauté internationale continue de traiter avec Israël même si c'est un Etat qui se place au dessus de la loi et qui nous demande de respecter les accords", a accusé le dirigeant palestinien, ajoutant que l'Etat hébreu avait lancé une "guerre ouverte" contre les Palestiniens.

"Nous savons que les Américains et les Britanniques sont entièrement responsables de l'enlèvement de Saadat en totale coopération avec les Israéliens", a affirmé un membre du comité, Saleh Rafat. Ce qui est confirmé par le ministre de la guerre, Shaul MOfaz, ayant affirmé « Les Américains et les Anglais nous ont informés de leur retrait de la prison une semaine auparavant, nous poussant à nous préparer pour l'opération, (opération) que nos troupes ont accompli avec succès », Sachez que Ahmed Saadat qui est maintenant dans la prison israélienne de Jérusalem a refusé de répondre aux questions de l'interrogateur israélien, parce qu'il se considérait comme un otage et une personne enlevée et non comme un prisonnier ou un accusé.

Maintenant un bonne nouvelle, malgré le silence de nos médias pro-israéliens, des milliers de manifestants ont protesté samedi, dans Rome, contre l'occupation israélienne des territoires palestiniens occupés.

Les manifestants ont brandi des pancartes appelant à boycotter Israël et à exiger la fin de l'occupation israélienne.

En point d'orgue ...un communiqué de presse a appelé le gouvernement italien de suspendre sa coopération militaire avec Israël et à le pousser à d'appliquer le droit international pour l'établissement de l'état palestinien.

Pour conclure, je vous encourage à lire : [7-1 Point de vue de Mohammad Ahmad Al-Zu'bi : Le Hamas et l'étape de l'équilibre du refus : message aux sociétés démocratiques, et bien sur le point de vue de Robert Fisk : Erosion de la liberté d'expression \(5-1\)](#)

Bonne lecture.

Cathy & Marc

15-03 au 20-03 : Peuple Palestinien : 4 tués - 20 blessés
Occupants : 1 tué - 8 blessés

Sommaire :

1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)
2 Politique Israélienne

3 Politique internationale des territoires occupés

4 La Palestine en chiffre & au jour le jour

Détails par région:

Décompte des pertes humaines

5 Médias

5-1 Point de vue de Robert Fisk : Erosion de la liberté d'expression

6 Les brèves

6-1 Dossier M.Lemaire : L'économie palestinienne sombre dès cette année dans "une grave dépression",

a) Analyse de la Banque mondiale

b) Bouclage israélien ... Toutes les boulangeries de la Bande de Gaza sont fermées

c) Le ravitaillement d'urgence sera acheminé d'Egypte

7 Dossier

7-1 Point de vue de Mohammad Ahmad Al-Zu'bi : Le Hamas et l'étape de l'équilibre du refus : message aux sociétés démocratiques

7-2 Dossier M.Lemaire - Analyse & retombées de l'opération de l'armée israélienne contre la prison de Jéricho

a) Ahmed Saadat dans la prison israélienne de Jérusalem refuse de répondre aux questions de l'interrogateur israélien

b) Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a qualifié le raid de "crime impardonnable",

c) Un sondage réalisé la veille de l'opération de Jéricho, crédite Kadima de 42 mandats de députés

d) Poul Nyrup Rasmussen, a sévèrement critiqué, l'attaque israélienne contre la Prison centrale de Jéricho

e) Blair a rejeté toute idée de "complot entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et Israël"

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

8-1 Al Faraby - Le FNJ : financement du racisme et de l'apartheid

8-2 Palestine.over-blog.net : [Israël refuse tout contact avec le Hamas](#)

9 Annexes

9-1 La liste des membres du nouveau gouvernement palestinien

9-2 Point de vue de Amira Hass : Dernières tractations avant la présentation du gouvernement palestinien

1 Politique Palestinienne

Résistance

17-03

Khaled Mechaal, le chef du bureau politique du mouvement du Hamas, a dit que son mouvement continuera la résistance contre Israël.

http://www.palestine-info.cc/french/article_7942.shtml

1-1 Processus de paix

17-03

Ismael Haniyeh, le premier ministre palestinien désigné, a exprimé à son espoir d'avoir un accord avec Israël.

Haniyeh a ajouté que le Hamas n'exécutera pas les exigences américaines et israéliennes relatives à la reconnaissance d'Israël, ni à l'arrêt de la lutte armée et à l'acceptation des accords de paix, sauf si Israël admettait d'établir un état palestinien comprenant les frontières de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem.

palestine-info.cc

19-03

Mustapha Barghouthi a parlé des défis que les palestiniens affrontaient particulièrement après que Kadima avait déclaré ses intentions d'annexer la vallée de Jordan et la ville sainte de Jérusalem.

Barghouthi indique qu'il croit que la meilleure manière de déjouer les plans israéliens était la formation du gouvernement d'unité nationale

SOURCE : IPC+agences

19-03

Des sources palestiniennes ont dit que les Autorités de l'occupation israélienne avaient prolongé la durée du siège imposé sur les territoires palestiniens jusqu'à un nouvel ordre.

Il faut mentionner que les Forces de l'occupation israélienne avaient fermé les passages commerciaux palestiniens depuis une semaine à cause de fêtes juives ensuite la durée de la fermeture a été prolongée

SOURCE : IPC+agences

1-6 Gouvernement cherche coalition désespérément...

17-03

Un sondage réalisé par le centre des études et des sondages stratégiques indépendant à Gaza, a montré que la majorité des habitants de la bande de Gaza sont confiants dans la réussite du gouvernement dirigé par le mouvement de la résistance islamique Hamas.

59,6% des personnes sondées pensent que le gouvernement du Hamas sera capable de faire face à la situation internationale, dont les aides financières faites à l'autorité, 25,1% donnent un avis contraire.

(340 citoyens de la Bande ont participé au sondage)

palestine-info.cc

http://www.palestine-info.cc/french/article_7938.shtml

17-03

Sami Khater, membre du bureau politique du mouvement de la résistance islamique "Hamas", a affirmé que son mouvement a reçu l'accord du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) de participer au gouvernement palestinien

Ahmed Fowad a affirmé que la participation du Front n'est qu'une question de temps,

Al-Khater a souligné que le Front pourra s'occuper du ministère des affaires étrangères et de celui des captifs.

palestine-info.cc

17-03

Plusieurs dirigeants du Fatah ont demandé à Mahmoud Abbas de démissionner, et de dissoudre l'Autorité palestinienne et de transférer à Israël la responsabilité des territoires occupés par l'Etat juif, trois hypothèses que le président de l'Autorité n'a pas repoussées catégoriquement..

Pour plusieurs responsables du Fatah, les mesures unilatérales prises par Israël ces derniers mois, et en dernier lieu le raid contre la prison de Jéricho cette semaine, ont fait de l'Autorité palestinienne une entité sans pouvoir réel.

"Pourquoi devrions-nous accepter que le président Abbas, que le monde affirme soutenir, prenne coup après coup?",

Certains au sein du Fatah, opposés à une telle démarche, ont estimé qu'elle illustre avant tout le désespoir du mouvement autrefois dominant dans la vie politique palestinienne.

Le Hamas a jugé inopportunes de telles initiatives. "Ce n'est pas la bonne position à prendre", a déclaré l'un de ses dirigeants, le juriste Khaled Souleiman.

"Cela nous ramènerait au point de départ et nous éloignerait de notre but, qui est la liberté et la création d'un Etat", a souligné Hussein al Cheikh.

(Wafa Amr pour Reuters)

17-03

Le porte-parole du Hamas, Sami Abu Zuhri, a déclaré «S'il est impossible pour les partis de se joindre au cabinet dirigé par le Hamas, nous formerons le cabinet qui comprendra uniquement les ministres du Hamas, les technocrates ainsi que les partis mineurs qui veulent adhérer
Mercredi soir, les partis du CLP ont bouclé un cycle de dialogue avec le Hamas à Gaza, sans parvenir à une conclusion.

(XINHUANET)

18-03

Le Hamas a annoncé que le gouvernement était "prêt".

Le premier ministre désigné Ismaïl Haniyeh a envoyé vendredi soir une lettre à M.Abbas, demandant à le rencontrer pour lui présenter la liste du cabinet et son programme, a affirmé le porte-parole du groupe parlementaire du Hamas, Salah Bardawil.

Il a confirmé qu'aucun autre mouvement n'avait accepté de rejoindre un gouvernement Hamas hormis le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), qui n'a toujours pas donné sa réponse. Dans cette lettre, M. Haniyeh écrit "que le gouvernement palestinien est prêt et les consultations terminées" et il demande "à Abou Mazen (Mahmoud Abbas) de fixer une date" pour le lui présenter", a-t-il ajouté..

(ats - 11:34)

18-03

M. Abbas va demander au Hamas de respecter la charte de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui stipule une solution négociée du conflit israélo-palestinien sur la base des accords signés entre l'Autorité palestinienne et l'Etat hébreu.

(ats - 17:27)

19-03

Mahmoud Abbas, le chef de l'autorité palestinienne, a refusé d'avancer sa position vis-à-vis du gouvernement dirigé par le Hamas avant de recevoir son programme.

palestine-info.cc

19-03

Saëb Erakat : " le programme du gouvernement du Hamas " est une conflagration politique pour l'Autorité Nationale Palestinienne " ...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=14540

19-03

La tête du Bloc indépendant palestinien au Conseil législatif palestinien DR. Mustapha Barghouthi a indiqué que son bloc ne participera pas au gouvernement Hamas du fait des contradictions et des différences avec le programme politique Hamas et de son échec de former un gouvernement national d'unité Barghouthi,

SOURCE : IPC+agences

19-03

Le membre du Conseil Législatif Palestinien Bassam Salhi a indiqué qu'il avait informé Dr.

Mahmoud Zahar du Hamas, que le bloc de Badil, dont Salhi fait partie, ne participera pas au nouveau gouvernement si il n'y a aucune mention claire à OLP comme représentant unique des palestiniens et du document de l'indépendance

SOURCE : IPC+agences

19-03

De son côté, La Front populaire pour la libération de la Palestine a confirmé qu'ils acceptent principalement de participer au gouvernement de Hamas.

Rabah Mohan'na de FPLP a indiqué à Ma'an par l'intermédiaire du téléphone que "nous n'allons pas dire non à la participation avec Hamas", confirmant que les comités du PFLP tiendront des réunions afin de décider si nous à avoir participer dans le gouvernement ou pas dans les prochaines 48 heures.

Rabah Mohan'na : Au sujet du programme que Hamas nous présente Mohan'na " Nous, épaulons le programme national du Hamas avec son programme social et politique, un tel programme devrait

libérer et mener à la démocratie et aux libertés avec les Droits de l'homme et les Droits de femmes afin de servir les palestiniens ".

SOURCE : IPC+agences

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=14540

19-03

Le Hamas a présenté dimanche soir au président Mahmoud Abbas un gouvernement composé de 24 ministres

."J'ai rencontré le frère Abou Mazen (Mahmoud Abbas) et je lui ai remis officiellement la liste du gouvernement" qui compte "14 ministres de Cisjordanie et 10 de la bande de Gaza", dont une femme et un chrétien, a affirmé Ismaïl Haniyeh, le Premier ministre désigné issu du Hamas.

"Le président va étudier la composition du gouvernement et son programme", a ajouté M. Haniyeh, après son entrevue avec M. Abbas, assurant que la rencontre s'était déroulée dans une ambiance "amicale" et "positive".

AFP) -

1-10 Politique extérieure & économique

18-03

Le mouvement de la résistance islamique Hamas fait comprendre que la crise financière dans la bande de Gaza fomenté par Israël a pour but de faire obstacle aux efforts du mouvement pour former le nouveau gouvernement de l'autorité palestinienne et de gêner le travail de ce gouvernement avant même sa formation

Le parlementaire Mushir Al-Masri a dit au Centre Palestinien d'Information que le gouvernement à venir chercherait à résoudre la crise financière, accusant certaines partis d'être impliquées dans la crise.

Il a noté que de nombreux contacts étaient en cours avec un certain nombre de partis qui présenteraient un appui au peuple palestinien à cet égard.

Masri a dit que le Conseil Législatif Palestinien suivait la question très soigneusement afin de trouver des moyens pour trouver des solutions à la crise.

palestine-info.cc - http://www.palestine-info.cc/french/article_7984.shtml

19-03

Le Programme d'Alimentation Mondial (PAM) a indiqué dans son rapport hebdomadaire que le passage commercial unique dans la BG "Karni" avait été ouvert le 9 mars, cependant, il a été re-fermé par les autorités israéliennes le 14 mars.

Il a ajouté que la BG et la Cisjordanie avaient été fermées aux ouvriers et aux commerçants depuis 12 mars, depuis le début des vacances juives de Purim et restera fermé jusqu'au 19.

"Cette fermeture du passage commercial de Karni a causé un manque des aliments de base, et une augmentation des prix et du taux de chômage,"

Le rapport a indiqué "le nombre des jours de fermeture de Karni a été de 44 jours en 2006, soit 59 %".

Il a mentionné que les territoires palestiniens occupés faisaient face à des défis liés à la détérioration de la sécurité et politique

S.B & G.R (15 :40P) (13 :40GMT)

19-03

Le chef de la Chambre commerciale du gouvernorat de la bande de Gaza, Mohammed Al Telbani a ajouté que les seules victimes de cette crise économique sont les citoyens déjà les plus pauvres dans la société palestinienne, notamment ceux qui sont en chômage De plus, Al Telbani a souhaité que la situation économique soit stabilisée après la formation du nouveau gouvernement du Hamas, en l'appelant à ouvrir les passages et les routes pour offrir des chances de travail aux citoyens palestiniens.

Il a appelé également la Communauté Internationale et le Quartet à presser sur le gouvernement de l'occupation pour rouvrir les passages et permettre l'entrer des produits alimentaires nécessaires aux marchés palestiniens

palestine-info.cc

19-03

Dans la bande de Gaza, une crise économique à éclaté à cause de la fermeture continuelle des passages commerciaux,

En conséquence, les boulangers ont fermé leurs portes à cause du manque de la farine.

De plus, il est probable que la situation économique s'aggraverait dans la bande de Gaza à cause de la réduction des aliments nécessaires comme la farine, le sucre, le riz, et le lait des enfants, ainsi qu'aux menaces des pays donateurs d'arrêter leurs aides

SOURCE : IPC+agences http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=14537

20-03

Dr. Osama Al-Farra, gouverneur de Khan Younis, a déclaré que Khan Younis a subi 300 millions de dollars de pertes du fait des agressions des forces de l'occupation israélienne depuis les cinq dernières années

Farra déclare que Khan Younis à supporter le poids des agressions israéliennes plus que tout autre département de la bande de Gaza. De telles atrocités ont conduit à des « impacts négatifs » sur les conditions économiques, sociales, culturelles, éducationnelles, psychologiques et de santé, a-t-il précisé indiquant que Khan Younis allait avoir besoin d'une longue période pour reconstruire ses infrastructures, ses maisons et ses terres cultivées, vu l'état déplorable de Khan Younis après les agressions israéliennes.

palestine-info.cc

http://www.palestine-info.cc/french/article_7981.shtml

1-11 Situation économique

18-03

Le ministre de l'Economie Nationale palestinienne, Mazin Sonokroute a dit que les salaires des employés pour le mois prochain n'étaient assurés encore et que l'ANP affronterait un grand problème pour assurer le montant attribué aux salaires des employés palestiniens ...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=14515

1-12 Diplomatie

20-03

Les avocats d'Ahmed Saadat, secrétaire général du Front Populaire pour la Libération de la Palestine et parlementaire palestinien, ont décidé de poursuivre le gouvernement britannique sur le raid israélien sur la prison de l'autorité palestinienne de Jéricho, qui était sous une supervision anglo-américaine

Les avocats ont dit qu'ils accuseront le ministre britannique des affaires étrangères d'avoir échoué à protéger Saadat d'une « arrestation sioniste arbitraire ».

palestine-info.cc http://www.palestine-info.cc/french/article_7980.shtml

17-03

Dr. Aziz Duwik, porte-parole du conseil législatif palestinien, a affirmé que l'opération militaire israélienne qui s'est terminée dans le kidnapping d'Ahmed Saadat, secrétaire général du Front Populaire pour la Libération de la Palestine, de sa prison de Jéricho, mardi, a prouvé que Tel Aviv ne respectait pas les accords signés ...

17-03

L'ANP se tournera vers la Haute cour de Justice de la Haye

Le négociateur palestinien a affirmé que l'Autorité Nationale Palestinienne "craignait pour le bien-être et la sécurité des six prisonniers détenus par Israël", dont Ahmed Sadate, secrétaire général du FPLP, l'ancien trésorier de l'ANP, Jamal Shoubaki ...

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=14481

1-13 Prisons

19-03

Les familles des captifs palestiniens dans les prisons israéliennes ont appelé hier, le samedi 18 mars 2006, le prochain gouvernement à mettre en tête de la liste de ses priorités la cause de leurs enfants

captifs, sans pour autant négliger les autres questions importantes comme celle de la ville occupée d'Al-Quds (Jérusalem) ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_7957.shtml

19-03

Les conditions de vie des détenus palestiniens dans les geôles israéliennes se dégradent
Le Centre de Resalet Alhoukok "le message des droits "a rapporté que l'administration carcérale avait mené une attaque sans précédent contre les détenus palestiniens.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=1=4544

20-03

Le captif libéré Ossam Al-Chalabi : la détention administrative représente bien l'arrogance et le racisme sioniste

La campagne soutenue d'arrestation pratiquée par les forces sionistes en Cisjordanie durant les derniers mois s'est concentrée sur les cadres et les sympathisants du mouvement de la résistance islamique "Hamas", les professeurs universitaires, les imams de mosquées, les directeurs d'écoles, les instituteurs, les étudiants, les gens travaillant dans les domaines religieux et de bienfaisance, les membres des conseils municipaux, les médecins, les ingénieurs, les gens actifs dans les campagnes électorales...

2 Politique Israélienne

2-1 Processus de paix

19-03

"Israël refusera le moindre contact avec un gouvernement 'terroriste' du Hamas et continuera à geler les transferts de fonds destinés à une Autorité palestinienne contrôlée par le Hamas""Nous maintiendrons cette ligne politique tant que le Hamas n'aura pas accepté de renoncer à la violence, de reconnaître Israël ainsi que les accords conclus dans le passé", a ajouté ce responsable.

"Je ne pense pas que le gouvernement du Hamas sera officiellement en charge avant les élections" israéliennes du 28 mars", a affirmé un responsable de la présidence du conseil qui a requis l'anonymat.

Il a également affirmé qu'Israël "trouverait les moyens de transférer l'aide humanitaire à la population palestinienne sans passer par une Autorité palestinienne contrôlée par le Hamas".

(afp- 22h50)

2-4 Les grandes manœuvres...

16-03

Le ministre de la guerre, Shaul MOfaz, a affirmé que son gouvernement était au courant de la mesure anglo-américaine

« Les Américains et les Anglais nous ont informés de leur retrait de la prison une semaine auparavant, nous poussants à nous préparer pour l'opération, que nos troupes ont accompli avec succès »,

palestine-info.cc

http://www.palestine-info.cc/french/article_7921.shtml

2-10 Politique colonialiste israélienne (Colonisation & colonies)

16-03

La Cour Suprême israélienne a approuvé la poursuite de la construction du mur de séparation sur les terres palestiniennes à l'ouest de Ramallah en Cisjordanie, ceci après avoir examiné et rejeté les plaintes des citoyens palestiniens du village de Shakba contre la confiscation de leurs terres au profit de la construction du mur israélien.

La cour a décidé que la route du mur était « légale », en dépit du fait qu'elle annexe et isole les vergers des résidents.

Le juge Aharon Barak de la Haute Cour a décidé que les « intérêts sécuritaires » d'Israël étaient plus importants que les intérêts des Palestiniens.

palestine-info.cc

19-03

Le général de réserve Amos Gilad, conseiller politique au ministère de la Défense, a indiqué que son pays était prêt à ouvrir le terminal routier de Kérem Shalom, entre Israël et le sud de la bande de Gaza, "afin d'acheminer vers ce territoire (lire la Palestine) des produits qui permettront d'éviter une crise humanitaire" et compenser la fermeture de celui de Karni.

19-03

Lundi, des officiels israéliens ont confirmé qu'Israël construisait le quartier général de la police et d'autres installations dans le secteur appelé E-1, qui s'étend de Jérusalem Est à la colonie de Maalé Adoumim, la plus grande colonie en Cisjordanie.

En plus des 3550 logements de colons, le développement prévu va inclure la voirie, six hôtels et un parc.

Un responsable du cabinet du Premier Ministre israélien a déclaré : "Ce projet a reçu toutes les autorisations nécessaires et le travail de fondation a déjà commencé il y a plusieurs jours".

palestine-info.cc

19-03

Une source sécuritaire israélienne a dit qu'Israël ouvrirait le passage de Kerem Shalom situé au sud de la bande de Gaza pour entrer les aides humanitaires présentées aux palestiniens.

Il faut indiquer qu'Israël cherche depuis long temps à activer le passage de Kerem Shalom au lieu du passage d'Al Mintar, qu'il a l'habitude de le fermer pour une durée longue sous des prétextes sécuritaires.

Selon les dernières nouvelles, il y a une controverse autour de l'ouverture du point de transit de marchandises Kerem Shalom situé à l'entrée de la bande de Gaza. Un représentant des services de sécurité palestiniens a déclaré que cette ouverture ne pourrait se faire qu'après consultations entre les deux parties et ce d'autant plus que les Palestiniens exigent certaines conditions pour cette ouverture.

SOURCE : IPC+agences

2-12 Politique Financière

19-03

Le géant gazier russe Gazprom et Israël sont parvenus à un accord de principe sur les livraisons de gaz russe à l'Etat hébreu via la Turquie, a déclaré dimanche le Premier par intérim E Olmert Olmert, qui venait de rencontrer le chef de Gazprom Alexei Miller, a affirmé que les deux parties "iraient très vite de l'avant" pour conclure un accord entre les deux gouvernements, "pour que le gaz passe par la Turquie et pour qu'il y ait un accord à long terme sur les livraisons de gaz à Israël".

"Nous ne changeons pas nos sources de livraisons de gaz, nous en ajoutons de nouvelles", a encore dit Olmert, relevant que les sources actuelles "n'étaient pas nombreuses et riches" et mentionnant à cet égard l'Egypte.

Agence France-Presse

2-13 Prisons & tortures

15-03

Les autorités de l'occupation israélienne ont libéré Tayseer Amran, un des leaders du mouvement du Hamas en Cisjordanie, après une détention de six mois sans accusation dans la prison du désert du Negev ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_7936.shtml

17-03

Les autorités de l'occupation israélienne ont annoncé à Mohammed Samhan, âgé de 27 ans, que sa

détention administrative serait renouvelée pour la seconde fois, ert serait de quatre mois ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_7966.shtml

19-03

La Cour militaire israélienne d'Ofer a condamné, Yousri al-Joulanie, à 25 ans de prison. Yousri avait été arrêté par les forces d'occupation en juillet 2003 et avait été condamné en juin 2005 à 18 ans de prison, mais un appel, la cour a décidé de prolonger sa détention à 7 ans.
palestine-info.cc

3 Politique internationale des territoires occupés

3-0 Usa (le parrain)

2 Les grandes manœuvres...

19-03

Le journal Ha'aretz a mentionné que l'Organisation Américaine Sioniste des Etats-Unis, a condamner l'invitation du Conseil du Parlement européen envoyée à la délégation du Conseil Législatif Palestinien, dont des parlementaires du mouvement de la résistance islamique " Hamas " pour se présenter au stage de l'Association Parlementaire du Conseil en avril prochain.

Le chef de l'Organisation Américaine Sioniste, Morton Kline a précisé " Si l'Union Européenne s'occupe vraiment de faire avancer le processus de paix, elle ne peut pas inviter des responsables du Hamas pour un tel envenement ".

rappel : L'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe avait décidé mercredi d'inviter à sa session du 10 au 13 avril prochain des membres du Conseil législatif palestinien, y compris un représentant du Hamas

SOURCE : IPC+agences

3-2 Onu

16-03

Riyadh Mansour, le représentant palestinien à l'Onu a accusé les Etats-Unis et la Grande Bretagne d'empêcher l'adoption d'une déclaration du Conseil de sécurité de l'Onu concernant le raid israélien contre la prison de Jéricho.

Riyad Mansour affirmant que Washington et Londres, en particulier, avaient bloqué l'adoption d'"un texte très conciliant", qui aurait exigé "la libération immédiate des prisonniers palestiniens enlevés de la prison de Jéricho par les forces d'occupations israéliennes".

M. Mansour a estimé que sa délégation avait montré beaucoup de souplesse dans les négociations sur ce texte mais avait insisté pour y insérer une référence aux six militants palestiniens enlevés lors du raid.

L'envoyé palestinien a estimé que l'attitude de Londres et de Washington "augmentait les suspicions de nombre d'entre nous que (ces deux pays) ont collaboré à cet exercice".

"Ils avaient une occasion en or de prendre leurs distances vis-à-vis de ces accusations en appuyant des pressions contre Israël pour libérer les prisonniers palestiniens enlevés de Jéricho", a-t-il ajouté.

3-3 Nations unies

16-03

(Nations Unies : réunion des 15 membres du Conseil de sécurité,)

M. Thomson (commentant le projet : Le projet de déclaration du Conseil de sécurité "déplote les violences au cours desquelles plusieurs personnes, y compris des responsables palestiniens avaient été tués et de nombreux personnels internationaux enlevés", a-t-il rapporté.

Le texte appelle les deux parties "à un maximum de retenue et (...) Israël à retirer toutes ses forces de Jéricho et à revenir à la situation antérieure au 14 mars".

Il a cependant précisé qu'il n'avait pas été "possible de tomber d'accord" sur le texte, car le Qatar, à la demande des Palestiniens, a introduit un amendement de dernière minute insistant sur l'insertion (dans le texte) d'une référence aux +prisonniers palestiniens+ et à la +prison de Jéricho+".

M. Thomson a ajouté que le sort de la déclaration du Conseil de sécurité, qui requiert l'unanimité, était à présent incertain.

(afp- 02h24)

18-03.

John Ging, le directeur de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), a déclaré qu'il était très inquiet de l'impact de la pénurie alimentaire sur les habitants de Gaza.

"Chaque jour qui passe nous rapproche un peu plus de la crise humanitaire", a-t-il déclaré

Il a précisé qu'en plus de la farine et du blé, l'huile, le sucre et les autres produits de base étaient en faible quantité et que l'UNRWA avait épuisé ses réserves.

La situation économique de Gaza dépend toujours du ravitaillement provenant d'Israël malgré le retrait de l'Etat juif de la bande de Gaza l'année dernière.

(Reuters)

3-4 Pays Arabes & voisins

16-03

La Syrie, la Chine, l'Iran condamne l'opération israélienne à Jéricho

Un responsable syrien du ministère des Affaires étrangères a déclaré que la Syrie estime cette attaque israélienne comme un autre modèle du terrorisme étatique en revendiquant le relâchement des détenus .

De même, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Hamid Rida Asfi a souligné :

" l'attaque israélienne sur la prison palestinienne à Jéricho est une action contraire aux droits de l'homme et elle a des objectifs politiques israéliens à la veille des élections israéliennes."..

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=14470

3-7 Ue

15-03

L'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a décidé d'inviter à sa session du 10 au 13 avril prochain des membres du Conseil législatif palestinien, y compris un représentant du Hamas.

"Nous ne pouvons ignorer le résultat légitime des élections parlementaires", a déclaré le parlementaire belge Stef Goris. "Nous sommes tous d'accord sur le fait que ces élections étaient libres et équitables. De ce fait, nous devons accepter la volonté exprimée démocratiquement du peuple palestinien et faire de notre mieux pour impliquer ceux qui ont remporté les élections dans le dialogue politique qui pourrait contribuer au règlement pacifique du conflit".

(AP)

19-03

le chef de la diplomatie française Philippe Douste-Blazy, a répété qu'il n'y aurait pas de relations entre l'Union européenne et le Hamas tant que le Hamas n'aura pas renoncé à la violence et reconnu Israël.

"Nous (les pays membres) avons décidé qu'il n'y aurait aucun contact à aucun moment avec le Hamas tant que le Hamas ne reconnaîtrait pas l'Etat d'Israël, tant que le Hamas ne reconnaîtrait pas les accords passés entre l'OLP et Israël (...) et tant que le Hamas n'aurait pas renoncé publiquement et explicitement à la violence"

(AP)

3-8 Uk

16-03

M. Blair a réaffirmé sa conviction qu'il était "possible" que deux Etats, palestinien et israélien, coexistent si les problèmes de sécurité étaient réglés.

"A la différence de l'Irlande du Nord, où il y a un désaccord fondamental sur l'objectif final (les républicains nationalistes veulent une Irlande unifiée, pas les loyalistes), dans ce cas la communauté internationale est unifiée. Elle veut une solution avec deux Etats. Donc ça devrait être possible de le faire", a-t-il dit.

Mais, a-t-il ajouté, "sans régler les problèmes de sécurité, il ne peut y avoir de paix durable".

"Il ne peut y avoir de solution aux problèmes du Proche-Orient, entre Israël et la Palestine, sans qu'Israël accepte la perspective d'un Etat palestinien viable et indépendant et que la Palestine accepte l'existence d'Israël et sa sécurité", a-t-il souligné.

"Nous respectons le mandat du Hamas, mais un gouvernement israélien ne peut pas négocier avec des gens qui veulent détruire Israël. Cela semble raisonnable", a également déclaré M. Blair.

(afp-15h28)

3-8 France

19-03

La France souhaite avoir pour interlocuteur "un gouvernement palestinien avec lequel on puisse dialoguer".

Un tel gouvernement devra prendre "les dispositions que l'on attend, au regard des trois principes" arrêtés par la communauté internationale : reconnaissance de l'Etat d'Israël, arrêt des violences et respect des accords de paix passés avec l'Etat hébreu, a indiqué vendredi le porte-parole du Quai d'Orsay, Jean-Baptiste Mattéi.

(AP)

3-9 Italie

19-03

Des milliers de manifestants ont protesté, samedi, dans la capitale italienne, Rome, contre l'occupation israélienne des territoires palestiniens occupés

Les manifestants ont brandi des pancartes appelant à boycotter Israël et la fin de l'occupation israélienne.

Une organisation italienne de gauche ainsi que des ONG, participant à la manifestation, ont indiqué dans un communiqué de presse que la situation était de plus en plus dur en Palestine à cause de l'occupation.

Le communiqué de presse a appelé le gouvernement italien de suspendre sa coopération militaire avec Israël et à la pousser à d'appliquer le droit international pour l'établissement de l'état palestinien.

S.B & G.R

3-10 Japon

18-03

Le Gouvernement du Japon a décidé d'étendre son aide alimentaire d'un total de 600 millions de yen (approximativement \$6 millions) pour les réfugiés palestiniens et pour les autres populations palestiniennes à travers l'Agence de Secours et de Travaux des Nations Unies(UNRWA) au Proche-Orient et World Food Programme (WFP) ...

<http://french.wafa.ps/body.asp?id=859>

4 Territoire palestinien occupé :

Détails de la lutte pour la libération du territoire

Pertes Ville non précisée

4-1 Détails par région

16-03

Les soldats israéliens ont arrêté, aujourd'hui, 15 palestiniens au cours de leur incursion dans les villes et les villages de la Cisjordanie.

Selon des sources israéliennes, les forces de l'armée israélienne ont arrêté deux palestiniens du village d'Azoune, à l'est de la ville de Kalkilya, sous prétexte qu'ils sont membres du mouvement de Fatah, et un autre palestinien du village d'Al Nabi Ilyas.

A Naplouse, des sources israéliennes ont rapporté que l'armée israélienne avait arrêté deux membres du Fatah et un troisième du mouvement de Hamas.

A RAMALLAH, les soldats israéliens ont arrêté deux palestiniens du mouvement de Hamas au village du Bitounia et un autre du Front Démocratique au village de Beit Anane, au sud de la ville de Ramallah.

De plus, les forces de l'occupation israélienne ont arrêté trois palestiniens au village de Dora et de Terkoumia au sud de la ville d'Hébron, sous prétexte qu'ils sont membres au mouvement du Hamas.

A Jénine, l'armée israélienne a envahi, aujourd'hui matin, la ville de Jénine, ont ouvert le feu lourd contre les habitants et leurs maisons en assiégeant une des maisons dans la ville de Jénine.

Les forces de l'occupation israéliennes ont prétendu que cinq activistes étaient trouvés dans la maison. une source israélienne militaire a déclaré que trois palestiniens étaient des membres des Saraya d'Al-Quds, la branche militaire du mouvement de Djihad Islamique et deux autres étaient des activistes des brigades d'Al-Aqsa, liées au mouvement du Fatah.

Tubasse. Des bulldozers israéliens ont détruit, ce mercredi, de vastes surfaces de terres palestiniennes dans la ville de Tubasse, à l'est de la Cisjordanie.

Selon des témoins, les bulldozers israéliens avaient détruit pour le deuxième jour consécutif des terres palestiniennes près de la colonie illégale de Rotom, près de la vallée du Jourdain, à l'est de Tubasse.

Bethléem. Les autorités israéliennes ont donné des ordres militaires de confiscation à plusieurs Palestiniens dans les villages de Walajah, Bat'teer, Housan, Qabaw, Wad Fokeen et Sorif.

Ces terres, près de 766 dunums, devraient être confisqués par les autorités israéliennes en faveur de la construction du mur de séparation israélien.

Le Comité Populaire pour défendre les terres et lutter contre les colonies dans la région de Bethléem a déclaré que les ordres militaires et la confiscation continuée des terres palestiniennes confisquées par les autorités israéliennes en faveur de la construction du mur de séparation israélien violaient la loi internationale et tous les Droits de l'Homme.

19-03 Les forces d'occupation israélienne ont attaqué et arrêté trois députés palestiniens.

Selon des sources locales, les soldats israéliens ont agressé Mohammed Abou Teir, Ibrahim Abou Salem, et Ahmed Atwane qui sont des membres au conseil législatif. e

Jénine

17-03

Akaber Izat, âgée de 14 ans, a été tuée par des forces spéciales israéliennes qui ont envahi la ville, Selon des témoins, les forces de l'occupation israéliennes ont ouvert le feu quand elle était sortie de sa maison, ajoutant que ces forces avaient entravé le mouvement de l'ambulance.

Selon des sources médicales, Akaber Izat a été atteinte à la tête, en ajoutant que trois autres Palestiniens avaient été blessés lors de cette opération militaire israélienne.

16-03

Un officier israélien a été tué jeudi matin lors de violents échanges de tirs entre les forces de l'occupation israélienne lourdement armées et des combattants de la résistance palestinienne légèrement armés, au nord de la ville cisjordanienne de Jénine ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_7935.shtml

Al-Yamoun (à l'ouest de Jénine),

18-03

Les soldats israéliens ont envahi le village d'Al-Yamoun

Ikbar Zayed âgée de huit ans a été tuée vendredi soir par des tirs de militaires israéliens

La fillette, Ikbar Zayed, se trouvait avec son oncle dans une voiture, lorsqu'elle a été touchée. Son oncle, qui conduisait le véhicule, a été blessé. 3 autres ont également été blessés par les tirs des militaires, arrêtant également quatre autres.

(palestine-info.cc & afp- 19h51)

Naplouse.

16-03

Les brigades de martyrs d'Al-Aqsa ont blessé deux Israélien.

Palestine Info.

Ramallah

15-03

A l'ouest de Ramallah, un homme a été tué et quatre autres blessés par des tirs de gardes-frontières israéliens près de la muraille 'de la honte' qu'Israël érige en Cisjordanie.

(avec AFP) .

Bil'in et Beit Sira

17-03

Des dizaines de Palestiniens, d'Israéliens et d'activistes de la paix ont protesté, ce vendredi, contre le mur de séparation et les colonies illégales,

Dix Palestiniens et six soldats israéliens blessés durant des répressions de l'armée israélienne d'un rassemblement pacifique contre le mur de la honte

http://www.palestine-info.cc/french/article_7968.shtml

Autres endroits (ville ou village) en Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967

Bit Lahya

17-03

Selon des sources locales, une roquette a explosé après qu'un groupe de résistants palestiniens tentaient de tirer des roquettes vers des cibles israéliennes.

Ibrahi Qassem, des martyrs d'Al-Aqsa et Jihad Aqel, âgé des Saraya d'Al-Quds, ont été tués

La roquette, a fait également deux blessés, a-t-on indiqué sans autre précision..

(afp- Palestine Info.19h18)

4-2 Décompte des pertes humaines (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

2-1 Palestine :

Civils & résistants tués par les forces israéliennes ou les colons

: 4.322

Palestiniens blessés par les forces israéliennes ou les colons

: 46373

Internationaux blessés
(minimal)

: 155 (chiffre tout a fait

(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	
Arrêtés :	: 46.791
En prison :	: 9.300
Pacifistes en prison ou arrêtés ou blessés	: 90
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.265
2-2 <u>Occupants:</u>	
Israéliens tués	: 1.079 (333 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 5.976 (237 militaires/policiers)
<i>Chiffres tenu à jour par ML (suivant un décompte gouvernemental palestinien & Ap, Afp (pour la Palestine & Afp pour Israël)</i>	

Ces totaux sont obtenu par le recouplement (si possible) des chiffres des pertes communiqué par la résistance & les médias occidentaux + XINHUANET

16-03

Un récent rapport publié par le centre national palestinien d'information a révélé que les forces de l'occupation israélienne ont tué 4298 citoyens palestiniens, en plus de 82 autres qui n'avaient pas été enregistrés, à cause des mesures israéliennes, tandis que 46353 autres ont été blessés depuis le début de l'Intifada d'Al-Aqsa en septembre 2000 jusqu'au mois dernier de février 2006 ...

http://www.palestine-info.cc/french/article_7919.shtml

19-03

Le Ministère des Prisonniers a révélé, que 183 prisonniers palestiniens avaient été tués dans les prisons israéliennes, depuis 1967..

Selon le rapport, 69 prisonniers ont été tués sous la torture et environ 41 autres ont été morts à cause d'une négligence médicale.

palestine-info.cc

5 Médias

5-1 Point de vue de Robert Fisk : Erosion de la liberté d'expression

Il ne s'agissait pas de la bonne sorte de courage, et elle [= Rachel Corrie] ne défendait pas la liberté de gens convenables.

Vous devez vous battre.

C'est la seule conclusion que je puisse tirer, confronté à l'érosion redoublée de notre liberté de débattre de la question du Moyen-Orient.

L'exemple le plus récent – et aussi le plus honteux – est la lâche décision du New York Theatre Workshop d'annuler la splendide production, par le Royal Court, de la pièce Mon Nom est Rachel Corrie.

Il s'agit de l'histoire – écrite par elle-même : ce sont ses mots, ce sont ses courriers électroniques – de cette courageuse jeune Américaine qui était allée à Gaza pour protéger des Palestiniens innocents et qui se tint debout, seule, face à un bulldozer israélien, essayant d'empêcher son conducteur de détruire une maison palestinienne.

Le bulldozer lui est passé sur le corps, après quoi il a fait marche arrière pour l'écraser une deuxième fois.

“J'ai le dos brisé”, eut-elle le temps de dire, avant de mourir.

Bien qu'héroïne américaine, Rachel n'a reçu aucun bon point de la part de l'administration Bush, qui ne cesse pourtant pas une minute de faire tout un tapage autour de la liberté à reconquérir contre l'oppression.

Le courage de Rachel n'était pas de bon aloi, et elle défendait la liberté du mauvais peuple.

Mais quand j'ai lu que **James Nicola**, le soi-disant "directeur artistique" du New York Theater Workshop – il ne faut surtout pas oublier les guillemets, quand on cite son titre usurpé – avait décidé d' "ajourner" la pièce "sine die", au motif (ami lecteur, respirez un bon coup) que "notre planning de pré-production et nos conversations et nos débats, dans nos diverses communautés (sic) new-yorkaises, ce que nous avons entendu dire, c'est qu'avec la maladie de Sharon et l'élection du Hamas... nous étions confrontés à une situation extrêmement délicate", je ne savais plus si je devais éclater de rire, ou bien pleurer...

Bon. Allons-y : regardons en face cette couillonnade.

Là-bas, aux antipodes, en Australie, mon vieux pote **Antony Loewenstein**, journaliste et universitaire, traverse une période tout aussi lamentable.

Il vient de terminer un ouvrage critique sur le conflit israélo-palestinien pour les Editions de l'Université de Melbourne, et les communautés juives australiennes essaient de le censurer avant même sa publication, en août prochain.

L'année dernière, le député travailliste fédéral **Michael Danby**, qui est juif, comme Loewenstein, a écrit à l'agence Australian Jewish News pour exiger que les éditeurs de Loewenstein "*laissent tomber carrément ce projet dégoûtant*". Le livre, disait-il, aurait été une "*offense pour la respectable communauté juive australienne.*"

Et voilà que le très puissant Bureau des Députés juifs de l'Etat des Galles du Sud vient de faire pression contre Loewenstein et que des manœuvres sont en cours afin de l'évincer de son poste au bureau du Centre pour les Etudes Moyen-Orientales et Nord-Africaines de l'Université Macquarie.

S'agit-il là d'un petit exemple de piraterie pro-israélienne ?

Non, hélas ! J'ai reçu la semaine dernière une lettre d'une israélo-américaine, **Barbara Goldscheider**, dont le roman "Naqba : La Catastrophe / Le conflit palestino-israélien" vient d'être publié.

Elle a été attaquée, m'expliquait-elle, "simplement pour avoir choisi un titre arabe pour mon roman sur le conflit... Mon beau-frère a rompu toute relation avec moi, avant même d'avoir lu mon livre... J'ai reçu un coup de fil d'un "ami" hors de lui, appartenant à la congrégation des juifs "orthodoxes" de Bangor (dans l'Etat du Maine), qui m'a hurlé : "Mais vous ne savez donc pas que les Arabes veulent détruire Israël ?" Une conférence consacrée à son nouveau roman, prévue le mois passé dans une synagogue conservatrice avait été annulée "en raison du scandale soulevé par le roman".

Un professeur de Boston compatissant a écrit à Mme Goldscheider, et il lui a donné ce que je considère un sacré bon conseil : "Il y a une campagne vicieuse contre vous", disait-il dans sa lettre ; "N'abdiquez pas !"

Mais que faire quand un éditeur -ou un "directeur artistique" – lui, capitule ?

J'ai connu ça, personnellement, il n'y a pas si longtemps, quand la Société d'Histoire Militaire Irlandaise avait demandé l'autorisation de republier un article que j'avais publié quelques années auparavant sur une bataille entre le bataillon de l'Onu envoyé par l'Irlande au Sud Liban et la brutale milice libanaise supplétive d'Israël, l'ainsi dite "Armée du Sud-Liban", dont le commandant psychotique était un général d'armée libanais stipendié, un certain **Saad Haddad**.

Dans cet article, j'expliquais de quelle manière un major israélien, un certain **Haim**, extorquait de l'argent des habitants du village de Haris, au Sud-Liban, et j'indiquait aussi le nom de code d'un agent israélien – "**Abu Shawki**" – qui était présent lors de l'assassinat de deux soldats irlandais.

J'avais déjà publié ces informations à plusieurs reprises, tant dans mon propre journal que dans mon ouvrage antérieur consacré à la guerre du Liban, Pity the Nation.

Il y a plus de dix ans que le major Haddad est décédé, d'un cancer. J'ai effectivement rencontré ce Haim au début des années 1980 tandis qu'il sortait d'une réunion avec le maire du village de Haris, duquel il exigeait de l'argent afin de payer les cruels miliciens d'Israël – l'Onu était présente également, et elle avait enregistré ses menaces – tandis que "Abu Shawki", que la police irlandaise aimerait bien interroger, a tenté par la suite de m'arrêter, à Tyre – et m'a immédiatement libéré, quand je lui ai dit que je savais qu'il avait assisté à l'assassinat des deux soldats irlandais.

Par conséquent, qu'étais-je censé faire, quand j'ai reçu la lettre ci-après, de l'ex-brigadier général **Patrick Purcell**, de l'armée irlandaise ?

"Malheureusement, nous avons été contraints à retirer (votre) article, à la suite d'une lettre reçue par l'éditeur, les Presse Universitaires Irlandaises. Il ressort clairement de notre contrat que notre société est responsable, en cas d'attaque en diffamation."

La lettre jointe, de l'éditeur **Frank Cass**, l'informait que son avocat l'avait "mis en garde" contre le fait que j'avais qualifié Haddad de "psychotique", que j'avais nommé le major israélien qui procédait au chantage, ainsi que l'agent israélien présent lors des deux assassinats [de soldats irlandais, ndt].

Il est intéressant de constater que l'avocat de M. Cass pense possible de diffamer un homme (Haddad) qui est mort depuis plus de dix ans, et encore plus intéressant qu'il puisse imaginer que le fait de publier un nom de code militaire contraindrait nécessairement ce salaud à exposer sa véritable identité devant un tribunal. Quant au major Haim, il demeure, dans les fichiers de l'Onu, celui qui a essayé – et apparemment, il a réussi – de contraindre la population du Sud Liban de cracher le fric nécessaire pour payer ses propres oppresseurs.

La morale de tout ceci ? Eh bien, à l'évidence, n'envoyez pas d'articles à la Société d'Histoire Militaire Irlandaise.

Mais plus encore, permettez-moi de rappeler ce que j'écrivais dans ce même journal, voici tout juste six ans, à savoir que *"le degré des abus et carrément des menaces directes adressées à quiconque... ose critiquer Israël... est en train de prendre, très rapidement, des proportions maccarthystes. La tentative de contrôler les médias à obéir aux diktats d'Israël est... mondiale"*.

Aujourd'hui, je n'aurais qu'une seule chose à ajouter : *"... et elle ne fait que croître"*.

Par Robert Fisk

Source : The Independent "The erosion of free speech " [The Independent](#)

Robert Fisk est un journaliste anglais résidant à Beyrouth ; il travaille pour le quotidien basé à Londres, The Independent. De 1976 jusqu'à maintenant, ce reporter spécialiste du Moyen Orient, reconnu internationalement, sillonne la région, à la fois témoin et analyste privilégié des invasions israéliennes au Liban (1978 et 1982), de la révolution iranienne (1979), de la guerre Iran Irak (1980-1988), de l'invasion de l'URSS en Afghanistan (1980), de la guerre du Golfe (1991), de la guerre en Bosnie (1992-1996), du conflit algérien (depuis 1992), des deux intifadas palestiniennes (1987, 2000) et de l'invasion US en Irak en 2003. Auteur d'un livre publié récemment au titre évocateur "La grande guerre pour la civilisation (2005).

© 2006 Independent News and Media Limited

Publié sur le site de l'ISM (International Solidarity Movement) <http://www.ism-france.org/news/>

Traduit de l'anglais en français par Marcel Charbonnier, membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique (www.tlaxcala.es).

Cette traduction est en Copyleft

6 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

6-1 Dossier M.Lemaire : L'économie palestinienne sombre dès cette année dans "une grave dépression",

a) Analyse de la Banque mondiale :

16-03

L'économie palestinienne risque de sombrer dès cette année dans "une grave dépression", avec un recul de 30% des revenus personnels et un doublement du nombre de chômeurs, à cause de l'absence des aides étrangères et des restrictions imposées par Israël

Dans un scénario de suspension des transferts de revenus, de restriction en matière d'emploi et de commerce et de réduction de l'aide internationale, "le Produit intérieur brut (PIB) par habitant reculerait de 27% en 2006 et les revenus personnels de 30% soit une contraction sur un an équivalant à une profonde dépression", évalue la Banque mondiale.

Ce scénario, le pire envisagé par l'institution, prévoit également d'ici à 2008 un taux de chômage de 47% parmi la population active palestinienne (39,6% en 2006, 44,3% en 2007) et un taux de pauvreté avoisinant les 74% (67% en 2006 puis 72% en 2007).

NB : La série de scénarios a été envisagée par les experts de la Banque mondiale dans un contexte de division de la communauté internationale sur l'attitude à adopter envers le mouvement radical Hamas, vainqueur des élections palestiniennes du 25 janvier.

L'étude de la Banque mondiale a été effectuée pour le compte du comité de liaison Ad Hoc mis en place par la communauté des pays donateurs d'aide aux Palestiniens.

Les experts de la BM ont établi quatre scénarios différents pour l'évolution de l'économie dans les territoires palestiniens d'ici à 2008.

Le premier envisage une situation sans changement majeur par rapport à l'état actuel, le deuxième table sur une suspension des transferts de revenus par l'intermédiaire d'Israël ainsi que des restrictions en matière d'emploi et de commerce. Le troisième scénario envisagé examine la situation en cas de réduction des aides et le quatrième, le pire des quatre, envisage toutes les restrictions cumulées.

Rappel :

En 2005, les pays donateurs avaient contribué à hauteur d'environ 1,3 milliard de dollars, soit 22% du revenu brut disponible par habitant, à l'économie des territoires palestiniens. Ces aides ont été versées sous forme de soutien au budget (350 millions), d'assistance humanitaire et d'urgence (500 millions) et d'aide au développement (450 millions).

Contrairement à l'aide humanitaire et d'urgence, qui n'entre pas en ligne de compte pour les restrictions envisagées, les autres formes d'aide pourraient être réduite à 200 millions USD en 2008 pour le soutien au budget et à 100 millions pour l'aide au développement.

(afp- 16h39

b) [Bouclage israélien](#) ... Toutes les boulangeries de la Bande de Gaza sont fermées
19-03

Toutes les boulangeries de la Bande de Gaza sont fermées. Dépendant des importations de farine, 1,2 millions de Palestiniens vivant dans la Bande de Gaza, l'endroit le plus peuplé au monde en termes de population par mètre carré, affrontent actuellement une crise alimentaire sans précédent en raison des bouclages israéliens qui ont empêché l'importation de blé

Complètement contrôlées par les Forces de l'Occupation Israélienne, les frontières de la Bande de Gaza ressemblent à des murs et à des portes de prison autour d'une bande de terre surpeuplée et sous-alimentée le long de la Méditerranée.

Le littoral est lui-même également étroitement surveillé, de sorte que dans la plupart des secteurs de Gaza, les enfants passent leurs vies entières à portée de vue de la mer, mais sans y avoir accès.

Maintenant, alors que l'attention du monde se concentre sur une attaque israélienne contre la prison palestinienne de Jericho, un événement qui est vu par de nombreux Palestiniens et Israéliens comme 'un coup de pub' d'Israel en soutien au parti au pouvoir, Kadima, pour les prochaines élections, la population de la Bande de Gaza attend, ignorée et oubliée, que les soldats israéliens rouvrent leur passage des frontières comme l'ont promis les responsables israéliens la semaine dernière pour que leurs enfants ne meurent pas de faim.

Les Palestiniens de la Bande de Gaza étaient principalement employés en Israel, avant que le conflit actuel éclate en septembre 2000.

Depuis 2000, le taux de chômage a atteint des niveaux jusqu'à plus de 80% dans certains secteurs, rendant la population palestinienne de plus en plus dépendante des importations et de l'aide étrangères.

Le sous-secrétaire du Ministère de l'Economie palestinien, Monsieur Nasser As'saraj, a confirmé que les moulins à farine de la Bande de Gaza étaient vides en raison de la fermeture par les Israéliens des passages utilisés pour importer le blé nécessaire.

As'saraj a confirmé jeudi que le Ministère était en contact avec les autorités israéliennes et égyptiennes afin que les passages soient rouverts et que les Palestiniens puissent importer les produits alimentaires de base tels que la farine, le sucre et le riz.

"La Bande de Gaza affronte un problème grave; il y a une crise à cet égard", a ajouté Saraj.

Saraj a précisé que toutes les boulangeries de la Bande étaient fermées parce qu'il n'y a plus de farine.

Les autorités israéliennes ne semblent pas s'inquiéter du grave manque de nourriture dans la bande de Gaza.

Le conseiller du Premier Ministre israélien, Dov Weisglass, a dit récemment que les Palestiniens devraient "être mis à la diète", en faisant référence à l'imposition de sanctions contre la population

comme punition pour avoir élu au pouvoir le Hamas aux élections démocratiques de janvier. Malgré le fait que les Nations Unies aient condamné la fermeture, et souligné que 40% d'enfants dans la Bande de Gaza souffrent de malnutrition, les politiciens israéliens ne semblent pas du tout s'inquiéter du destin des 1,2 millions de Palestiniens de Gaza -- un destin qui est, en ce moment, entièrement entre leurs mains.

Source : <http://www.imemc.org/>

c) : Le ravitaillement d'urgence sera acheminé d'Egypte
19-03

Un ravitaillement d'urgence sera acheminé ce lundi d'Egypte dans la bande de Gaza, a annoncé l'ambassadeur américain en Israël, Richard Jones. "Nous sommes convenus que le point de passage de Kerem Shalom serait ouvert demain pour importer d'Egypte des vivres et d'autres produits humanitaires de première nécessité", a dit l'ambassadeur, après que des pénuries de pain et de produits de base eussent été signalées par les Palestiniens à Gaza, en raison de la fermeture par Israël du terminal de Karni, principal point de passage des marchandises vers la bande de Gaza.

Rappel : L'Etat juif avait proposé de faire transiter un nombre limité de marchandises par le point de passage de Kerem Shalom, situé en Israël, à la frontière avec Gaza et l'Egypte, mais les Palestiniens avaient rejeté cette proposition en affirmant que le terminal était trop petit pour combler les besoins des 1.400.000 habitants de Gaza.

Les Palestiniens souhaitent cependant que le terminal de Karni reste le principal point de transit des marchandises et une autre réunion avec les Palestiniens, les Américains et les Israéliens devrait avoir lieu "pour appliquer des mesures de sécurité pour l'entrée des marchandises à Karni", a déclaré Erekat.

(Reuters)

7 Dossier

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

7-1 Point de vue de Mohammad Ahmad Al-Zu'bi : Le Hamas et l'étape de l'équilibre du refus : message aux sociétés démocratiques

Dès l'annonce du résultat des élections législatives palestiniennes, le 26 janvier au soir, j'ai entendu sur une chaîne de télévision arabe par satellite un des frères de la direction du Fatah déclarer que l'histoire de la cause palestinienne, dans son ensemble, se diviserait désormais en deux périodes : l'avant-25.01.2006 et l'après-25.01.2006.

Ceci signifiait que le grand succès remporté par le Hamas, en comparaison des autres composantes palestiniennes (dont le Fatah) devait être considéré – tout du moins, selon ce responsable du Fatah – comme une rupture décisive et qualitative dans l'histoire de la cause palestinienne, notamment depuis la création de l'Autorité palestinienne sur la base des accords d'Oslo signés par l'OLP en 1993.

Par ailleurs, immédiatement après l'annonce des résultats, l'auteur de ces lignes a consulté par téléphone quelques amis, des hommes politiques impliqués jusqu'à la moelle dans la question palestinienne et notamment les problèmes tant intérieurs qu'extérieurs (palestiniens, arabes et internationaux) rencontrés, par le passé et actuellement, par l'héroïque Intifada d'Al-Aqçâ, depuis son irruption, voici de cela cinq années.

Et l'auteur de ces lignes a été très surpris d'entendre ces amis exprimer les plus grandes réserves devant ce résultat. Ceci, à partir de la prémisse suivante : **des élections véritablement démocratiques pouvaient-elles avoir lieu, sous une occupation étrangère ?**

Pourquoi les architectes d'Oslo ont-ils tenu à procéder à ces élections, avant même que le Fatah n'ait réglé ses divisions internes ?

Et en quoi l'occupation israélienne de la Palestine différencierait-elle de l'occupation américaine

de l'Irak, sachant que George W. Bush a supervisé personnellement les élections irakiennes de "a" jusqu'à "z", allant jusqu'à **traficoter les résultats dans l'intérêt des occupants et de leurs hommes liges ?**

Plus grave encore : certains de ces amis – de ces frères, même – ont insisté pour que je n'écrive rien ni ne publie rien pour l'instant, dans l'attente du moment, d'ici quelques jours, voire quelques semaines, où l'on pourrait distinguer, à l'aube, le fil blanc du fil noir, c'est-à-dire : y voir un peu plus clair...

Dans le journal Dunya al-Watan, mis en ligne depuis Gaza, j'ai lu que le Hamas avait proposé la présidence du conseil des ministres au **Dr. Sallâm Fayyâdh**, qui a mis les conditions suivantes à son acceptation :

- 1) que le Hamas accepte de négocier avec Israël ;
- 2) la dissolution des milices armées et leur intégration aux forces palestiniennes de sécurité ;
- 3) la reconnaissance d'Israël, afin d'assurer la continuité des aides financières internationales.

Ce sont là, l'honorable lecteur l'aura de lui-même relevé, **exactement les conditions américaines, israéliennes et européennes, mises à toute relation avec le Hamas et conditionnant le versement de toute aide financière à ce mouvement** – aide financière sans laquelle les roues de l'Autorité palestinienne (création d'Oslo) s'arrêteraient de tourner.

A partir de cette nouvelle situation ambiguë, l'auteur a repris une étude qu'il avait rédigée en 2001, portant sur les réalisations de la conférence de Madrid réunie en 1992, et sur le sommet arabe réuni à Fès en 1974, **qui reconnut en l'OLP l'unique représentant légitime du peuple palestinien.**

La plus importante de ces réalisations – **et aussi la plus négative de toute l'histoire de la cause palestinienne** – c'est sans conteste possible **l'accord d'Oslo.**

Et j'ai constaté que la partie de mon étude consacrée à la question palestinienne répondait à bien des interrogations soulevées d'ores et déjà, ou qui ne tarderont pas à l'être, par de nombreux commentateurs et analystes des résultats des élections législatives du 25 janvier, dans lesquelles beaucoup d'analystes politiques ont vu un événement démocratique sans précédent dans le monde arabe, mais aussi, concomitamment, un événement tellement complexe et tellement important – voire grave – qu'il était bien difficile, au vu du résultat issu des urnes, d'imaginer aujourd'hui ce qu'il se passera demain.

Particulièrement dans le contexte dégradé de la situation arabo-islamique d'aujourd'hui, dont l'énorme montagne a accouché **de la souris des accords d'Oslo**, qui en sont venus – après plus de dix années d'échecs continus et accumulés – à notre grand regret – à représenter un "mal nécessaire". Comme l'a dit le poète palestinien Mahmûd Darwîsh : **"Quelle idée grandiose... Mais quel Etat minuscule !"**

1 – La défaite de juin 1967 (an-naksah) représente la seconde date importante dans la série des défaites des régimes arabes face à Israël, après leur première défaite en 1948, qui entraîna la création de l'"Etat d'Israël".

Ces deux défaites – notamment celle de 1967 – ont eu des conséquences négatives dont souffrent et **la nation arabe, d'une manière générale, et le peuple palestinien en particulier**, et dont ils continueront à souffrir jusqu'à une date indéterminée (en sachant que la victoire partielle sadatienne, en 1973, n'a en rien diminué ces conséquences négatives, si même elle ne les a pas aggravées, en réalité). Parmi ces conséquences négatives, les principales sont, de mon point de vue, les suivantes :

- la vigueur nouvelle des forces arabes réactionnaires, et **le renforcement de leurs relations obviées et cachées tant avec les Etats-Unis qu'avec Israël ;**
- l'apparition d'un **vaste mouvement d'abandon, chez les régimes et les forces sociales arabes, des principes nationaux, de manière générale, et de la cause palestinienne, en particulier.** Cet abandon s'est traduit par **l'apparition du sadatisme**, en Egypte, après la disparition du Président Gamal Abdel-Nasser, en 1970 – phénomène qui trouva **son couronnement dans l'accord de Camp David et dans la normalisation des relations politiques, économiques et culturelles avec Israël.** C'est-à-dire, en pratique : la sortie du plus grand Etat arabe de l'équation du conflit avec l'occupation israélienne. Il s'est traduit, aussi, par l'apparition de ce qu'on appelle le "mouvement de redressement" [al-harakatu-t-taĥîhiyyah] de Hafez al-'Asad, en Syrie, en 1970, qui trouva son terme, lui aussi, à Tall 'Antar et à Jabal al-Shaikh, à Madrid, à Washington, et à Beyrouth !

Toutes ces conséquences négatives convergent, en pratique, de manière directe ou de manière indirecte, vers le moulin de Camp David.

• l'élargissement du courant liquidateur, **qui appelle à reconnaître Israël, jusqu'à contaminer le Fatah, fondé en 1965, initialement dans le but de libérer la Palestine occupée, et non pas de libérer la Cisjordanie**, c'est-à-dire la rive occidentale du Jourdain, qui faisait à l'époque partie de la Jordanie, **ni de libérer la bande de Gaza**, qui faisait à l'époque partie de l'Égypte.

Le Mouvement Fatah qui décida **de modifier sa charte nationale**, ainsi que la charte de l'Organisation de Libération de la Palestine [OLP], afin que ces deux chartes deviennent cohérentes avec la nouvelle position du mouvement.

Bien plus, l'accord d'Abu Ammar [Yasser Arafat] avec la résolution finale du sommet de Fès, en 1974, **qui décréta l'OLP "unique représentant légitime du peuple palestinien"**, s'insérait dans ce revirement de l'idéologie de la direction du Fatah [et, donc, de l'OLP], revirement piloté et supervisé – à l'époque, et encore aujourd'hui – par les éléments osloïdes bien connus, en particulier après la disparition du président combattant **Yasser Arafat**, sachant que ce revirement a conduit à la scission au sein de ces deux organisations et **à leur affaiblissement, tant sur le plan interne que sur le plan externe, dont on constate les séquelles politiques dans les résultats des dernières élections législatives palestiniennes**, résultats par lesquels le peuple palestinien a dit à haute et intelligible voix : **'Non à Oslo ! Non aux partisans d'Oslo !'**

La position du peuple palestinien de Cisjordanie et de Gaza, sur le mouvement Fatah, dans ces élections législatives, ne découlait pas seulement (comme d'aucuns se complaisent à le répéter) **de la corruption financière répandue dans les organes de l'Autorité palestinienne**.

Sa raison principale était **la corruption politique**, incarnée par l'échec de l'Autorité d'Oslo à **réaliser une quelconque avancée politique ou économique un tant soit peu conséquente, dans l'intérêt du peuple palestinien**, tout au long des dix années de négociations/mascarade, **si ce n'est la construction de dizaines de nouvelles colonies israéliennes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, des milliers de martyrs et des centaines de milliers de blessés, d'invalides, d'orphelins et de veuves, ainsi que les dix mille combattants prisonniers**, appartenant aux différentes formations de la résistance palestinienne, **ainsi que le labourage sauvage et barbare, par Israël, de la pierre [hajar] (= les maisons) et des arbres [shajar], vingt-quatre heures sur vingt-quatre**.

2 – L'arrivée au pouvoir d'Anwar al-Sadate, en Égypte, en 1970, et l'arrivée au pouvoir de Hafez al-'Asad, en Syrie, la même année, donnèrent le signal de l'entrée des régimes officiels arabes dans une opération de normalisation avec Israël ; mais cette normalisation passait par toute une série, longue et minutieusement étudiée, de manœuvres politiques, militaires et économiques, qui n'ont jamais cessé depuis lors, jusqu'à aujourd'hui, afin de falsifier la conscience et l'histoire arabo-islamique, et de faire admettre l'occupation, l'épuration ethnique, le refus du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, le cassage des os de ses enfants et la violation de ses droits (dont ses droits humains fondamentaux) – le tout, au nom de la "paix" ! Il fallait le faire !

3 – La formule "la terre contre la paix", qui a représenté par le passé et qui continue à représenter aujourd'hui la couverture idéologique de ce qu'il est convenu d'appeler "processus de paix", est le slogan le plus trompeur et le plus fallacieux de l'opération de règlement / liquidation, car il comporte une falsification éhontée de l'histoire et de la réalité, qui tient en ceci :

- l'acceptation implicite de la notion sioniste frelatée de "terre promise" ["terre du retour – 'ard al-mî'âd], que cela soit conscient ou non ;
- la transformation du conflit arabo-israélien, de conflit existentiel qu'il était, en conflit frontalier ; c'est-à-dire d'un conflit national arabe [qawmiyy] pour la libération de la Palestine en conflit régional [qutriyy] **en vue de la libération des territoires occupés en 1967 [le Sinâï, le Golan, les fermes de Shebaa, la Cisjordanie, la bande de Gaza, puis ultérieurement le Sud Liban], avec ce que cela comporte en fait d'abandon de la dimension nationale arabe [qawmiyy] de la cause palestinienne, et par conséquent d'abandon de l'idée d'unité arabe elle-même ;**
- l'imposition aux Arabes de la reconnaissance d'Israël, par la force des armes et par la force

du fait accompli, que dis-je : l'injonction qui leur est faite **de normaliser leurs relations politiques, économiques et culturelles avec Israël et avec l'Occident**, de manière générale, dont les Etats-Unis d'Amérique, en particulier ;

- la substitution de la forme au contenu, dans la question du retrait israélien des territoires occupés en 1967, si bien que le retrait israélien du Sinaï (conformément à l'accord de Camp David) et celui des deux rives du Jourdain (conformément à l'accord du Wadi Araba) furent conditionnés à des dispositions sécuritaires **qui mettaient fin à l'occupation israélienne d'un point de vue formel, tout en la pérennisant quant au fond ;**

- **la liquidation de l'OLP et l'arrêt de la résistance armée** (devenue ce qu'il est convenu, dans la communauté internationale, de qualifier de "terrorisme"), **en contrepartie d'une variété édulcorée ou diluée de gouvernement autonome**, que les Palestiniens sont libres d'appeler leur "Empire" si cela leur chante, pour reprendre la remarque ironique d'un important dirigeant israélien.

Les conditions et les limitations imposées par l'Autorité d'Oslo au mouvement Hamas après (et en dépit de) sa victoire aux dernières élections législatives signifient tout simplement, en réalité, **que cette Autorité d'Oslo met le Hamas, et par conséquent 60 % du peuple palestinien, devant un choix unique : soit l'acceptation des accords d'Oslo ; soit qu'ils retournent, en silence, dans leurs mosquées !!**

- plus important encore que tout ceci : ce slogan comporte une contradiction logique, à savoir **que la terre qu'Israël a occupée en juin 1967 serait devenue en quelque sorte une terre israélienne, qu'Israël voudrait bien aujourd'hui "donner" aux pays arabes en échange de la note qu'elle leur impose de lui régler !**

4 – Quant à l'expression "une paix juste et globale", elle est non moins trompeuse et insidieuse que le slogan "la terre en échange de la paix".

En effet, **une paix juste et globale ne saurait être instaurée qu'entre deux protagonistes égaux en puissance matérielle et morale, or c'est là une condition qui n'est absolument pas vérifiée actuellement entre les Palestiniens et les Israéliens**, ni même d'ailleurs entre les Israéliens [soutenus par l'OTAN] et l'ensemble des Arabes [soutenus par leurs régimes corrompus et collaborateurs ?].

Tous les indices, dans l'arène arabe, depuis 1967 – voire même depuis 1948 – confirment **que les processus de Camp David, du Wadi 'Araba, de Madrid, d'Oslo, de Washington, de Sharm al-Shaïkh, n'ont jamais amené la moindre paix, et qu'ils ne le feront jamais**, quand bien même nous appellerions cela, par flagornerie, "la paix des braves", et ceci :

- parce que l'opération de règlement qui se poursuit sans relâche depuis 1967 [Résolutions de l'Onu 242 et 338] est **fondée sur des bases vermoulues imposées par l'hégémonie euro-américaine à notre patrie arabe, durant la Première guerre mondiale [accords Sykes-Picot] et durant la Seconde guerre mondiale [création d'Israël]**. Il est par conséquent naturel que tout ceci, qui a été édifié sur des fondations vérolées, soit vermoulu aussi...

- parce que **les vaincus des guerres de 1948, 1967, 1973, 1978, 1982, 2003, sont ceux qui dirigent et protègent ledit "processus de paix" !**

Au lieu d'être devant un tribunal, ils rejettent la sanction de leurs propres erreurs et de leurs propres fautes, causes de ces défaites successives ;

- parce que **les régimes qui mènent ce processus sont des régimes non-élus, et par conséquent illégitimes**, tant formellement que sur le fond. **Ce sont des régimes imposés par les lois tribales ou confessionnelles, les tanks ou les dollars, ou l'étranger** (voir : l'invasion américaine de l'Irak) ;

- parce que ce processus se déroule dans un contexte **de déséquilibre total des forces militaire, politique et économique entre les deux camps**. Il est normal que ce déséquilibre se reflète sur la balance des pouvoirs, et donc sur le résultat pratique du conflit ;

- parce que ce processus est fondé **sur une représentation erronée d'on ne sait trop quel rôle "neutre" des Etats-Unis et de l'Europe dans le parrainage de ce conflit** (les négociations).

Inutile de préciser que cette représentation est pour le moins naïve, sinon carrément suspecte ;

- parce que la négociation se déroule **dans une obscurité et une démagogie médiatiques totales, si bien que le citoyen arabe, d'une manière générale, ne sait rien**. C'est en particulier **le cas du citoyen palestinien qui ne sait rien de ce qui se déroule dans les coulisses, et dont personne ne**

daigne solliciter l'avis :

- parce que ce processus de négociation se déroule **dans une atmosphère totalement dépourvue de valeurs et de morale**, à un point tel que **la défense de la patrie passe pour du terrorisme et que la coopération avec les services de sécurité de l'ennemi passe pour la défense du pays contre le terrorisme**, si bien qu'un des potentats arabes est allé jusqu'à proposer aux Etats-Unis de leur enseigner les méthodes de lutte anti-terroriste de son régime indestructible ! ! ;

- parce que ce processus se déroule avec **la mise à l'écart totale de l'OLP et des Palestiniens de la diaspora, auxquels Oslo a confisqué leur droit à la résistance, aux élections et au retour ;**

- parce que ce processus se déroule dans une situation internationale de transition (après la disparition de l'Union soviétique) dont ni les contours ni les dimensions ne sont encore clairs.

Par conséquent, toutes les solutions, tous les arrangements que connaît cette étape de transition, sur la scène arabe et internationale (Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Tchétchénie, Timor oriental, Irak, Libye, Palestine, Irlande, Soudan, etc...) risquent de ne pas tenir, face à un éventuel bouleversement sérieux du statu quo international actuel.

Un bouleversement qui se produira un jour : c'est inéluctable.

5 – Durant le siècle écoulé, ainsi qu'au début de notre vingt-et-unième siècle, et ceci, sur tous les plans (tant international que national arabe [qawmiyy], régional arabe [qutriyy] et palestinien), se sont produits des événements et sont apparues des situations nouvelles que l'on ne saurait ignorer, ni traiter de manière cavalière.

Ces événements nouveaux ont concerné tous les aspects de la vie politique, sociale, économique, démographique et militaire, à égalité, et ils doivent trouver un reflet dans la conscience populaire des sociétés arabes, notamment dans celle des Palestiniens.

Et il faut **qu'ils s'engagent à changer, eux aussi (problème de mentalité) en même temps que se modifient leur réalité et leur situation, ainsi que la réalité et les circonstances qui les entourent.**

En ceci, nous sommes confrontés à une relation dialectique entre la conscience et la réalité, mais il convient de ne pas tomber dans l'ornière de la cause première, développée par Karl Marx, et qui entre en contradiction pratique avec le concept même de la dialectique.

Sans doute le fruit de cette relation dialectique a-t-il été – en ce qui concerne notre situation – la nouvelle position exigée aujourd'hui tant de la direction du mouvement Hamas que de sa base, en raison des nouveaux développements que nous avons rappelés, qui doivent trouver un écho objectif **dans une position nouvelle et créatrice du peuple palestinien dans toutes ses composantes politiques et sociales, dont le mouvement de la résistance islamique (Hamas), en ce qui concerne la cause palestinienne.**

Cette position créatrice peut se manifester – c'est ce que nous pensons et espérons – **sous la forme d'un négociateur palestinien d'un genre nouveau, s'asseyant à la table des négociations en ayant avec lui deux carquois – un carquois de "oui" et un carquois de "non" – et qui soit déterminé à ne faire aucune concession gratuite à Israël, comme nous avons eu à en déplorer tout au long de l'époque achevée, de la part de l'Autorité palestinienne.**

Ce que nous avons qualifié, dans le titre de cet article, **d'"équilibre du refus" entre les deux partis palestinienne et israélienne, vise fondamentalement à refuser de concéder la force du droit en contrepartie de la non-concession par l'adversaire du droit à la force**, car seul **un réel équilibre des forces aboutira à l'instauration d'un Etat palestinien à la souveraineté pleine et entière**, soit sur la base de **la résolution 181** (de 1947) (résolution de partage de la Palestine), soit sur la base de **la résolution 242** (de 1967), **avec le retour des Palestiniens de la diaspora et des camps de réfugiés dans les foyers dont ils ont été chassés lors de la Nakbah** (de 1948), en application de la **résolution 194**, adoptée par l'Assemblée générale de l'Onu en 1948.

Quand la force du droit s'appuie sur un peuple courageux prodigue en sacrifices (tant de ses hommes que de ses femmes et de ses enfants), et sur un leadership avisé, audacieux, honnête et aux mains propres, capable de mener le combat sous ses deux formes – non violente et armée – et sur les deux niveaux – stratégique et tactique – contre Israël, avec une grande capacité et une grande maîtrise, la confiance en soi et dans le peuple, alors cette force du droit ne peut que remporter la victoire, tôt ou tard.

6 – L’auteur s’adressera dans le présent chapitre à nos amis européens, avec lesquels nous nous nourrissons du même lait maternel – l’eau de la mer Méditerranée – et dont nous nous attendons néanmoins à ce que leurs positions sur nos justes causes correspondent aux positions israéliennes et américaines ouvertement hostiles à ces mêmes causes.

Ce que nous reprochons à nos amis européens, c’est le rapprochement de leurs positions des positions israélo-américaines en ce qui concerne le problème du "deux poids – deux mesures" dès lors qu’il est question du conflit israélo-arabe.

Généralement, ils nous regardent de haut, et ils se vantent devant les pays sous-développés que nous sommes de leur vie démocratique et de la liberté dont jouissent leurs sociétés. Et ils exigent de nous, avec insistance, que nous leur emboîtons le pas sur ces questions essentielles et délicates.

Mais si les résultats de la mise en application de cette démocratie [par des élections, notamment] n’ont pas l’air de leur plaire, ils sont très prompts à tourner le dos à cette démocratie et à cette liberté, et ils demandent à leurs cellules dormantes, au sein de nos forces armées, de procéder à un coup d’état militaire contre ces résultats. Bien entendu, ils ne manqueront ni d’arrogance, ni de sagesse, pour trouver les prétextes expliquant cette nouvelle attitude...

Cela s’était produit, déjà, par le passé, dans l’Iran de Mossadegh [Mossadegh s’était prosterné un jour d’élection devant une urne électorale. Une des personnes ayant assisté à cette scène étrange lui en ayant demandé la raison, Mossadegh répondit : "Cette urne est sacrée... Elle est magique : un bulletin "Mossadegh" qui y pénètre en ressort en portant un autre nom !"].

Cela s’est produit à nouveau en Algérie, avec le Front Islamique du Salut [FIS]. Et voilà que cela se produit pour la énième fois, en Palestine occupée... Et ce ne sont là que quelques exemples, parmi bien d’autres.

Demandons donc ici à nos frères européens quel intérêt ils ont à s’opposer ainsi aux désirs des peuples arabes et musulmans et pourquoi ils prennent ainsi partie d’une part pour l’axe israélo-américain (nous apprécions, à ce propos, la position allemande, opposée à l’invasion américano-britannique de l’Irak frère) et, d’autre part, pour les régimes dictatoriaux et dynastiques arabes, sachant que leur appui, apporté aux peuples et aux masses, et la construction d’une relation positive avec eux leur apporteraient des bénéfices matériels et moraux incomparablement supérieurs à ceux qu’ils retirent de leur soutien aux Etats-Unis et à Israël, ainsi qu’aux régimes arabe despotiques.

Les élections législatives palestiniennes, qui se sont déroulées d’une manière déontologique et intègre (nous en sommes reconnaissants au Président Mahmoud Abbas) le 25 janvier dernier, ont abouti à la victoire du Mouvement de la Résistance Islamique [Hamass] avec près de 60 % des sièges au Conseil Législatif Palestinien [qui en compte 132].

Il est regrettable, à ce sujet, que dès la proclamation officielle de ce résultat, les dirigeants des Etats-Unis, d’Israël et des pays européens se soient livrés à une surenchère dans leurs critiques du Hamass, dans leurs exigences envers ce mouvement ["de faire ceci, de ne pas faire cela... sinon..."], qui représentent autant de gazouillements en-dehors du nid de la démocratie et de la liberté.

Les différentes formations politiques palestiniennes se sont présentées à ces élections sur la base de programmes électoraux précisément définis ; il est donc naturel que le vainqueur de ces élections soit tenu par ses engagements vis-à-vis de ses électeurs, de mettre en application son programme, qui est l’équivalent d’un contrat social conclu entre le candidat et son électorat.

Si le parti victorieux dans ces élections est tenu de réaliser les desiderata de l’Europe, de l’Amérique et d’Israël, aux dépens (et même à l’encontre) de ses électeurs et de son programme, alors : qu’on veuille bien m’expliquer ce que devient la démocratie ? !

Nos partenaires et voisins européens doivent se débarrasser de cette tendance au chantage qui est la leur – "faites ceci et cela, sinon..." – qu’ils brandissent sous le nez du peuple palestinien. Sinon...

Mohammad Ahmad Al-Zu’bi est un écrivain syrien. Article paru dans Al-Quds al-Arabiyy (Londres), le 2 février 2006

Traduction : Marcel Charbonnier*

Sources : [ISM](#)

7-2 Dossier M.Lemaire - Analyse & retombées de l'opération de l'armée israélienne contre la prison de Jéricho

a) Ahmed Saadat dans la prison israélienne de Jérusalem refuse de répondre aux questions de l'interrogateur israélien

18-03

L'avocat Mahmoud Hassan, qui a visité Ahmed Saadat dans la prison israélienne de Jérusalem, a déclaré que le dirigeant palestinien a refusé de répondre aux questions de l'interrogateur israélien Hassan a déclaré que Saadat lui avait dit qu'il ne répondrait pas à aucune question des interrogateurs israéliens ou de la cour parce qu'il se considérait comme otage et une personne enlevée et non un prisonnier ou accusé.

Les israéliens ont commis l'assaut sur la prison de Jéricho après avoir reçu un feu vert de la part des Etats-Unis et la Grande Bretagne, a ajouté Sadaat

La responsabilité de l'Autorité palestinienne est également notée parce qu'elle n'avait pas pris les mesures nécessaires pour protéger Sadaat et ses camarades.

En outre, l'organisation israélienne pour les droits de l'Homme, B'Tselem et les Médecins pour les Droits de l'Homme ont appelé l'avocat militaire, le Brigadier Général, Avi Mandelbit à investiguer sur le traitement des détenus de Jéricho, en affirmant que les troupes israéliennes avaient violé la loi internationale par leurs actions..

Dans leur lettre à Mandelblit, B'Tselem et les Médecins pour les droits de l'Homme réclament que la loi internationale obligeait les soldats israéliens à protéger les détenus des médias.

Les deux groupes affirment que selon l'Article 27 de la Convention de Genève, les détenus ont droit au respect pour leur personne.

http://www.ipc.gov.ps/ipc_new/france/details.asp?name=14509

300 Palestiniens ont été fait prisonniers

Au total, plus de 300 Palestiniens ont été fait prisonniers lors de l'assaut des troupes israéliennes, qui exigeaient la reddition de tous les prisonniers.

Certains juristes israéliens s'interrogeaient cependant mercredi sur la légalité d'un nouveau procès.

AP- 15-03

b) Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a qualifié le raid de "crime impardonnable".

15-03

Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a qualifié le raid de "crime impardonnable",

Mahmoud Abbas a écourté un déplacement en Europe pour se rendre dans la prison de Jéricho. "Ce qui s'est produit est un crime impardonnable et une insulte au peuple palestinien", a-t-il observé.

(AP)

16-03

L'opération militaire israélienne contre la prison de Jéricho avait pour objectif de "détruire" l'Autorité palestinienne, a affirmé jeudi le principal négociateur palestinien Saëb Erakat.

"L'opération israélienne porte "un coup sévère à l'Autorité palestinienne et à Abou Mazen (alias Mahmoud Abbas) personnellement".

"Ce qui s'est passé à Jéricho ainsi que les crimes contre le peuple palestinien font partie d'un plan pré-établi pour détruire l'Autorité palestinienne. C'est la base de la politique israélienne", a affirmé M. Erakat

"La communauté internationale continue de traiter avec Israël même si c'est un Etat qui se place au dessus de la loi et nous demande de respecter les accords", a accusé le dirigeant palestinien, ajoutant que l'Etat hébreu avait lancé une "guerre ouverte" contre les Palestiniens.

"Les prisonniers doivent être rendus immédiatement à la police palestinienne et Israël n'a aucun droit de les juger", a exigé M. Erakat, précisant que les Palestiniens étudiaient un recours devant la Cour internationale de Justice (CIJ) de La Haye.

"Nous avons décidé que les Américains et les Britanniques sont entièrement responsables de l'enlèvement de Saadat en totale coopération avec les Israéliens", a affirmé un membre du comité, Saleh Rafat.

Le comité exécutif va également entrer en contact avec le secrétaire général de l'Onu Kofi Annan (Afp- 15h16)

c) Un sondage réalisé la veille de l'opération de Jéricho, crédite Kadima de 42 mandats de députés 15-03

Un sondage réalisé la veille de l'opération de Jéricho, mais après la visite à Ariel et l'annonce de Maalé Adoumim, crédite Kadima de 42 mandats de députés, soit 5 sièges de plus qu'une précédent étude.

"Excellente manoeuvre", concède le politologue Akiva Eldar. Mais, souligne-t-il, "la cible d'Olmert, ce n'est pas Saadat mais les quelque 20 % d'indécis dont le coeur balance entre le Kadima et le Likoud". Toute cette opération, estime cet expert, "n'a qu'une motivation politique.

Sinon, comment expliquer que personne en Israël ne pose la question de savoir pourquoi le sang de Zéevi, un politicien raciste qui voulait expulser les Palestiniens hors des territoires, vaut plus que celui d'enfants israéliens dont les meurtriers palestiniens sont en liberté et qu'Olmert ne cherche pas à capturer".

(AFP).

15-03

le Haaretz, écrit "l'opinion publique israélienne aime les dirigeants qui savent démontrer leur modération dans le domaine diplomatique et leur détermination sur le plan militaire, ceux qui rendent des territoires et tuent des Arabes". "Sharon a appliqué cette règle durant ses cinq ans au pouvoir, et celui qui semble être son héritier, le Premier ministre par interim Ehud Olmert, va faire de même", poursuit le quotidien.

De fait, en fin de semaine dernière, Olmert a livré aux Israéliens les grandes lignes du programme qu'il appliquera si son parti est élu le 28 mars : l'évacuation de la plus grande partie de la Cisjordanie en faisant en sorte que dans les quatre ans de son mandat "les frontières permanentes d'Israël lui permettent de se séparer de la majorité de la population palestinienne". Et dès dimanche, soufflant le chaud et le froid, il annonce la construction d'une nouvelle station de police chargée du secteur de la Cisjordanie, à Maale Adoumim, la plus vaste colonie de peuplement de ce territoire.

Puis, le lundi, il se rend à Ariel, la deuxième colonie en taille en Cisjordanie, et conforte les colons des grands blocs de colonisation auxquels il promet le maintien dans le cadre d'une évacuation de la Cisjordanie. Enfin, mardi, il déclenche une opération militaire massive contre la prison de Jéricho (AFP).

d) Poul Nyrup Rasmussen, a sévèrement critiqué, l'attaque israélienne contre la Prison centrale de Jéricho

18-03

Le Président du parti socialiste européen (PES) Poul Nyrup Rasmussen, a sévèrement critiqué, hier, l'attaque israélienne contre la Prison centrale de Jéricho qui, est selon lui, une humiliation pour les palestiniens

Commentant, la situation actuelle dans le Moyen-Orient, notamment, l'opération militaire israélienne effectuée contre la Prison de Jéricho, Rasmussen a indiqué: "L'opération militaire israélienne a été commise sous l'ordre du gouvernement israélien, avant les élections israéliennes, arrive dans une période où le nouveau gouvernement est en train de se former."

Il a ajouté "cette action israélienne n'est pas acceptable par la communauté internationale, car elle menace la stabilité de la région. C'est une autre humiliation pour les Palestiniens."

Il a fait remarquer que les socialistes européens offraient leurs soutiens au Président Mahmoud Abbas, Président dans des temps difficiles, affirmant "nous rejetons toutes les actions unilatérales,

Israël ne peut pas décider unilatéralement comment un état palestinien doit être établi et le Hamas ne peut pas décider unilatéralement le futur de l'état d'Israël. Seulement la voie des négociations, peut résoudre ce conflit."

Le Président du parti socialiste européen a réclamé la reprise immédiate des négociations entre les deux parties (l'Autorité Nationale palestinienne et Israël) après les élections israéliennes sous l'épaulement de l'UE et du Quartet.

Il a ajouté "la paix dans le Moyen-Orient, basée sur l'identification de deux états indépendants, ce qui est une priorité dans le programme de son parti. Il mentionné que le parti socialiste européen veut que l'Union Européenne maintienne l'aide humanitaire aux palestiniens."

Il a affirmé "le parti socialiste européen s'est investi à maintenir la porte de l'UE ouverte pour la coopération avec la Palestine. En même temps, nous réclamons pour les étrangers le droit d'habiter, de travailler et de voyager librement entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza. Nous nous attendons à ce qu'également le nouveau gouvernement palestinien confirme la décision de la reconnaissance de l'état d'Israël."

<http://french.wafa.ps/body.asp?id=852>

e) Blair a rejeté toute idée de "complot entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et Israël",

16-03

Blair a rejeté toute idée de "complot entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et Israël", en liaison avec le raid israélien contre la prison de Jéricho en Cisjordanie mardi.

"Je comprends le sentiment de colère et d'injustice du côté palestinien", a Blair. "Je connais l'impact" de cette opération "ce n'était pas une sorte de grand complot entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et Israël. C'était une situation, où, de bonne foi, le ministre des Affaires étrangères (Jack Straw) est devenu pas seulement mal à l'aise, mais extrêmement inquiet" pour la vie des observateurs britanniques, a déclaré M. Blair.

Ceux-ci, a-t-il rappelé, n'étaient pas chargés de garder la prison, un rôle revenant aux Palestiniens. Les observateurs britanniques, a-t-il dit, étaient seulement des civils chargés, en fonction d'un accord de 2002, de surveiller la situation.

Et ces civils, "depuis un an ou plus, nous avaient alertés sur le fait que les conditions n'étaient pas bonnes, que les gardiens de la prison ne faisaient pas leur travail", a-t-il dit. "Nous étions de plus en plus inquiets".

(afp- 15h28)

8 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

8-1 :Al Faraby - Le FNJ : financement du racisme et de l'apartheid

La violation des lois internationales et nationales par le Fond National Juif.

Synopsis

Le Fond National Juif (FNJ) est une corporation multinationale avec des bureaux dans une douzaine de pays. Il reçoit des millions de dollars, pour la plupart défiscalisés, de Juifs riches ou ordinaires et d'autres donateurs de par le monde. Le but est d'acquérir et de développer des terres pour le bénéfice exclusif des Juifs vivant en Israël.

Le fait est que le FNJ, dans ses opérations en Israël, a exproprié illégalement la majeure part des terres des 372 villages palestiniens nettoyées ethniquement par les forces sionistes en 1948. Les propriétaires de ces terres représentent plus de la moitié des réfugiés Palestiniens enregistrés par l'ONU. Le FNJ a participé à la destruction physique de nombreux villages, à l'évacuation des habitants de ces villages et aux opérations militaires pour les conquérir. A présent, le FNJ contrôle plus de 2500 km² de terres palestiniennes, qu'il n'affirme qu'à des Juifs. Il a aussi planté une centaine de parcs sur la terre palestinienne.

De plus, le FNJ a un de longs antécédents de discrimination contre les citoyens Palestiniens d'Israël, comme l'a documenté l'ONU. Le FNJ étend aussi ses opérations directement ou subsidiairement dans les Territoires Palestiniens Occupés de Cisjordanie et de Gaza. Tout ceci viole clairement la loi

internationale et en particulier la Quatrième Convention de Genève qui interdit la confiscation des terres et l'installation de citoyens occupants dans les territoires occupés. Le nettoyage ethnique, les expropriations et la destruction des maisons sont des crimes de guerre. Avec ceci, l'emploi de donations défiscalisées pour ces activités viole les lois nationales de nombreux pays où le FNJ est domicilié.

Ce rapport compile les faits sur les activités du FNJ, et s'appuie sur de nouvelles cartes et tableaux détaillant les violations des lois internationales et nationales par le FNJ.

Rapport préparé par la PALESTINE LAND SOCIETY
(Août 2005)

http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=2969

Traduction : Jean-Pierre Bouche' (bouche@cict.fr)

[8-2 Palestine.over-blog.net](http://palestine.over-blog.net) : Israël refuse tout contact avec le Hamas

Israël fait avec le Hamas -comme de Villepin avec le CPE- et persiste et signe. Nous avons déjà expliqué précédemment **pourquoi Israël refuse de coopérer avec les nouveaux dirigeants palestiniens**. Mais avant le Hamas, les dirigeants sionistes refusaient déjà tout contact avec Arafat. Qu'ont amené de plus les contacts avec Mahmoud Abbas ? Rien de plus. Bien au contraire, la colonisation rampante et galopante atteint des proportions gigantesques, le mur n'en finit pas lui de s'étendre et les assassinats et emprisonnements des palestiniens se poursuivent chaque jour. Il y a même un mieux, maintenant les prisons palestiniennes sont assiégées pour kidnapper les prisonniers. On devrait faire pareil pour **aller chercher Arcady Gaydamak**, par exemple... nous supposons que l'Etat d'Israël sait qu'il a des comptes à rendre à la justice française ? Qu'attendent-ils pour nous le livrer ? Encore une fois le deux poids deux mesures. Seulement eux se permettent tout et les autres ont juste le droit de la boucler. Mais qu'ils sachent bien tous ces arrogants que les peuples du monde entier reconnaissent le Hamas. Que nos dirigeants plient sous les pressions sionistes est une chose. S'ils sont fiers de leur lâcheté c'en est une autre. Nous ce que nous constatons c'est que l'Etat Palestinien n'a pas encore de frontière, que son peuple vit sous le joug des diktats sionistes et que c'est Israël qui perpète chaque jour son terrorisme en territoire palestinien. Le Hamas lui reste tranquille, il tient ses promesses. Il n'a qu'un seul tort : se battre pour le Peuple palestinien en réclamant ce qui lui est dû. Est-ce du terrorisme ? Non. C'est légitime. Or comme l'Etat d'Israël refuse cette légitimité, qu'il ne veut pas se retirer des territoires Occupés, il taxe le Hamas du nom de terroriste. Il y a longtemps que l'on a compris la manoeuvre.

ROTH

9 Annexes

9-1 La liste des membres du nouveau gouvernement palestinien

Voici la liste des ministres présentée dimanche par le Premier ministre désigné par le Hamas, Ismaïl Haniyeh, au président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas:

- _ Ismaïl Haniyeh: Premier ministre et ministre des Sports
- _ Nasser Eddin al-Shaab: vice-Premier ministre et ministre de l'Education
- _ Mahmoud Zahar: ministre des Affaires étrangères
- _ Saïd Siam: intérieur
- _ Omar Abdelrazek: finances
- _ Ziad Zazza: affaires publiques
- _ Bassem Naïm: logement
- _ Naïb Rajoub: affaires religieuses
- _ Mariam Saleh: femmes
- _ Tannous Abou Ita: tourisme
- _ Fakr Turkman: aide sociale
- _ Samir Abou Isa: plan
- _ Alla al-Arag: économie
- _ Abdel Rachman Vedan: transports
- _ Jamal Houdari: communication
- _ Ahmed Halbi: justice

- _ Mohammed Agha: agriculture
 - _ Youssef Regka: information
 - _ Abdoullah Abou Subah: culture
 - _ Ouafi Kavhé: affaires régionales
 - _ Aïsa Jabari: autorités locales
 - _ Khaled Abou Arafa: affaires de Jérusalem
 - _ Mohammed Bhargouti: travail
 - _ Atef Odouan: ministre d'Etat
- (AP)

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Marc

9-2 Point de vue de Amira Hass : Dernières tractations avant la présentation du gouvernement palestinien

Au Fatah, certains souhaitent qu'Abbas démissionne et dissolvent l'Autorité palestinienne. Le Fatah ne participera pas au gouvernement ni, semble-t-il, les autres petits partis laïques]

Plusieurs hauts responsables du Fatah ont demandé à Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, de démissionner, de dissoudre l'Autorité palestinienne et de rendre à Israël la responsabilité sur les territoires occupés, en réaction aux mesures unilatérales israéliennes. Certains de ces responsables ont dit vendredi que l'idée de dissoudre l'Autorité a été débattue pour la première fois jeudi soir au comité central du Fatah.

Ce débat a mis en lumière les frustrations au sein du Fatah, battu par le Hamas aux élections de janvier dernier, à la suite de la capture par Israël d'un leader palestinien radical dans la prison de Jéricho.

Un haut responsable du Fatah a dit que le collaborateur principal de Mahmoud Abbas, Tayeb Abdel-Rahim, avait lancé le débat au sein du comité central : "Abdel-Rahim a dit lors de cette réunion qu'Abbas devait envisager de démissionner et de dissoudre l'Autorité palestinienne si Israël continuait ses attaques et ses mesures unilatérales" a dit ce haut responsable, qui a requis l'anonymat. Il poursuit en citant toujours Abdel-Rahim : "pourquoi accepter que le président Abbas reçoive coup après coup si, paraît-il, le monde entier est derrière lui ?"

Abbas, qui a déjà démissionné alors qu'il était premier ministre (d'Arafat, ndt) et qui a plusieurs fois depuis brandi la menace de la démission, a dit au comité central qu'il examinerait cette proposition. Le Hamas, qui est sur le point de former un nouveau gouvernement auquel le Fatah et d'autres partis refusent de participer, a déclaré par l'intermédiaire du député Khaled Souleiman, qu'il était contre la dissolution de l'Autorité palestinienne.

Un certain nombre d'ONG et d'envoyés internationaux ont évoqué les risques de chaos et de violences si l'Autorité palestinienne s'effondrait du fait des mesures destinées à isoler un gouvernement dirigé par le Hamas.

Les hauts responsables du Fatah cités plus haut disent que la dissolution de l'Autorité constituerait une manifestation de protestation contre ce qu'ils considèrent comme des efforts de la part d'Israël et des Etats-Unis de marginaliser Abbas en tant que partenaire pour de futures négociations.

Le Fatah ne participera pas au gouvernement

Par ailleurs, vendredi, le Fatah a décidé lors de la même réunion du comité central de ne pas participer au gouvernement du Hamas. Des représentants du Hamas à Gaza ont qualifié cette décision de "regrettable". Samedi, le Hamas doit présenter son gouvernement à Mahmoud Abbas, puis lundi devant le Parlement.

D'après des sources proches du Hamas, le ministre des Affaires étrangères serait Mahmoud Al-Zahar, un des leaders du mouvement à Gaza qu'Israël a tenté d'assassiner. Saïd Seyam, autre dirigeant du Hamas, deviendrait ministre de l'Intérieur et aurait ainsi le contrôle sur trois forces de sécurité palestiniennes.

Jeudi, le Hamas a négocié avec un certain nombre de petits partis, dont de FPLP, la Troisième Voie

(dirigée par l'ancien ministre Salam Fayed), la Liste alternative (Badil, coalition de trois petits partis de gauche) et Palestine indépendante (dirigée par Mustafa Barghouti) (2). Les représentants du Hamas ont dit qu'ils espéraient encore que ces partis accepteraient de participer au gouvernement. Ce refus apparent des petits partis indique que les modifications qu'a introduites le Hamas dans son programme de gouvernement sont insuffisantes.

Le Hamas a déjà soumis trois projets successifs. Le premier projet n'envisageait des négociations avec Israël qu'au cas où Israël reconnaissait les droits du peuple palestinien et garantissait un retrait complet sur les lignes de 1967.

Le Fatah a affirmé ne pas pouvoir participer à un gouvernement qui n'accepte pas le principe "stratégique" de la négociation avec Israël, et Fayed a déclaré qu'il ne participerait pas au gouvernement sans le Fatah.

Les autres partis n'insistaient sur les négociations, mais souhaitaient que le programme rappelle l'OLP et son statut en tant que représentant du peuple palestinien (1), et les décisions internationales concernant la résolution du conflit israélo-palestinien.

Le Fatah et Palestine indépendante voulaient également qu'il soit fait mention de la déclaration d'indépendance de l'OLP de 1988, déclaration qui, comme les décisions internationales, implique la reconnaissance d'Israël.

(1) Rappel : le Hamas ne fait pas partie de l'OLP

(2) ne pas confondre avec Marwan Barghouti, qui a conduit la liste du Fatah.

Ha'aretz, 17 mars 2006

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/695518.html>